

ANTIDOTE hebdo

Le flash infos de la CGT Finances Publiques 44

N° 113 / 19 mars 2012



BOUAYE

La direction n'a pas apprécié la manifestation de 8 maires devant les locaux de la Trésorerie.

Ils étaient venus protester contre le retard pris dans le paiement de leurs factures, à tel point que l'un s'est vu couper sa connexion internet, un autre suspendre un abonnement au journal...

Ce serait cocasse si cela n'était pas la traduction concrète de la situation de l'emploi que nous dénonçons de longue date.

Ce serait moins gênant si les maires avaient eu une réponse (même d'attente) à leur courrier.

La presse s'étant déplacée, toute une panoplie de responsables de notre direction a donc pris la route de Bouaye...

Ce serait drôle s'il n'y avait pas le vécu de nos collègues, que la CGT a abordé lors du Comité Technique du 13 mars à l'occasion de l'examen de la mise en place d'un « tableau de veille sociale ». On était vraiment en plein dans le sujet.

La situation du poste est critique : effectif en dessous de l'ex ORE (Outil de répartition des emplois de la Filière GP), congés de longue maladie (la situation qui dure depuis longtemps y est pour quelque chose), arrivées retardées.

Les collègues font état de leur fatigue, de leur épuisement nerveux, du fait que la situation les tarade la nuit, pendant leurs congés...

Le retard est si important que la demande est unanime : c'est une opération « coup de poing » qui est nécessaire, avec des moyens importants.

La direction prétend que le retard est très récent, donc que la dégradation de la situation est récente ! C'est faire peu de cas des efforts considérables faits de longue date par les collègues pour garder la situation du poste à flot...jusqu'à ce que cela craque.

Elle en rejette la responsabilité en grande partie sur la qualité des pièces transmises par les ordonnanceurs. Peut-être, mais cela n'est ni nouveau, ni spécifique à Bouaye.

La direction annonce qu'elle a envoyé une inspectrice chargée d'analyser toutes les données du retard. D'accord ! Mais le mal-être des collègues ? Il est sensé disparaître de lui-même... ?

La situation fait écho à celle qu'a connu Ancenis, et préfigure ce qui se produira ailleurs si les choses n'évoluent pas.

Nous avons demandé la saisine du CHS-CT pour que la dimension humaine de la situation soit prise en compte.



DEMI-PORTION ?

Un agent de la DGFIP vaut-il moitié moins qu'un citoyen lambda ?

Oui si on s'en réfère à la manière dont l'Etat traite ses agents qui utilisent leur véhicule personnel pour les besoins du service (vérification, formation professionnelle ou tout autre motif...).

Toujours à l'occasion du CTL qui avait également à son ordre du jour l'examen du projet de budget 2012, la CGT a dénoncé, exemples à l'appui, la différence de traitement inadmissible entre

les fonctionnaires et les contribuables optant pour la déduction de leur frais professionnels pour leur montant réel sur la base du tarif administratif (barème 2011).

Exemples :

	Remboursement DGFIP	Frais réels pris en compte
5cv – 2000 kms	500 €	1071 €
7cv – 2000 kms	640 €	1173 €
5 cv – 3000 kms	810 €	1608 €
7 cv - 3000 kms	1030 €	1761 €

Le prix de l'essence est pourtant le même, les frais d'entretien sont facturés au même prix par le garagiste, l'assurance nous coûte souvent plus cher en raison de l'usage professionnel.

On savait intuitivement qu'il y avait arnaque. Mais franchement, la différence nous a surpris.

La CGT a rappelé sa revendication d'alignement de nos indemnités kilométriques sur une base au moins égale au calcul des frais réels.

Le compte-rendu complet du CTL sera bientôt diffusé sous forme papier et sur notre site

LICENCIEMENT HUMANITAIRE.

Après les licenciements boursiers, voici qu'apparaît le licenciement pour humanité.

Jef DUVAL, agent d'ERDF à Arcueil (94), a refusé d'effectuer des coupures d'électricité* à des familles en très grande précarité. Entre sa conscience et l'ordre d'ERDF, société désormais privée, il a choisi. Choisi d'agir en humain et de pouvoir se regarder dans la glace le matin comme il le dit lui-même.

Traduit en conseil de discipline, il est menacé de licenciement.

Pourtant, son choix est digne et juste.

Une pétition de soutien à l'initiative de la Fédération CGT Mines-Energie est en ligne sur le site <http://www.fmme.cgt.fr/>

Cette histoire illustre les situations invivables que subissent 8 millions de personnes en précarité énergétique, dans le pays riche qu'est la France. Voilà concrètement les effets destructeurs de la déréglementation du secteur de l'énergie.

La CGT milite pour que les tarifs de l'énergie permettent de ne laisser personne de côté, et en particulier que, les tarifs sociaux soient effectivement appliqués, étendus et adaptés.

Chacun, dans l'exercice de son travail, doit conserver son libre arbitre sur le contenu de son travail et un droit de retrait social doit pouvoir s'exercer.

La Fédération CGT Mines-Energie porte la proposition d'un pôle public de l'énergie pour tous, en reprenant la main sur la production, le transport et la distribution.

* 1245 coupures programmées pour le seul centre d'Arcueil du 01/06 au 31/08/2011!

SPAM ÉLECTORAL

En page d'accueil d'Ulysse 44 (et de nombreux autres intranets locaux) depuis le 23 janvier, une « invitation » à une période de réserve électorale...déjà suspecte.

Message reçu sur leur messagerie professionnelle par les collègues de la DGFIP en poste à l'étranger :

« En tant que Français résidant à l'étranger, vous recevez cet email car vous êtes inscrit(e) sur les listes électorales consulaires 2012 de votre pays de résidence... »

Suit une vidéo de Nathalie Koziusko-Morizet avec en fond une affiche du candidat Sarkozy....

Qui n'a pas suivi le stage (pourtant obligatoire) de déontologie ?